

La dette sonne la fin du monétarisme

La dette publique atteint un niveau d'alerte rouge, analogue à celui des dettes de guerre – circonstances où les Etats dépensent toutes leurs ressources pour le salut de la nation : en 1918, en 1945 aussi, la dette dépassait le produit intérieur brut. En 2012, les Etats-Unis en sont à 100 % ; la France à 85 % ; les pays impécunieux d'Europe – les Gipsis (populations persécutées, appellation certes moins déshonorante que PIGS...) ; même la vertueuse Allemagne à 75 %.

Comment en est-on arrivé là ? Le paradoxe sur lequel s'interrogeront les historiens est que le monde vit, depuis trente ans, l'ère du monétarisme – cette révolution de la politique économique née sur les ruines de l'ère keynésienne discréditée par la stagflation. Pour imposer la stabilité des prix, le monétarisme imposa l'indépendance des banques centrales, mandatées pour soustraire la création de crédits aux pressions de la fatale spirale salaires-prix, du corporatisme revendicatif et des « politiciens » à leurs yeux nécessairement dépensiers, démagogiques, inflationnistes.

Après que l'hydre inflationniste eut été remarquablement domptée par des taux d'intérêt prohibitifs, l'endettement s'enfla par la suite jusqu'à atteindre les proportions intolérables d'aujourd'hui. La question est comment en est-on arrivé là puisque la politique monétariste avait précisément pour but de contrôler tout dérapage de la masse monétaire, c'est-à-dire de la création de crédits ?

La crise n'est pas seule responsable. La fatale spirale s'est enclenchée bien avant que les « bailouts » bancaires, stimulus et autres plans de relance ne viennent gonfler la dette publique : + 25 points depuis le krach – mais déjà 30 % du PIB dans les années 1980 ; 60 % dans les années 1990. En 1981, après la grave récession des chocs pétroliers, la dette française n'atteignait que 20 %.

Car le monétarisme a aussi engendré la dérégulation financière – c'est-à-dire la prohibition de toute intervention de l'Etat susceptible de déranger les équilibres du libre marché concurrentiel et globalisé. La théorie des « marchés efficients » portait en germe l'euphorie spéculative et la crise des « subprimes » ; la projection sur les marchés de capitaux des immenses ressources des banques de dépôt, la titrisation ; la dissimulation du ris-

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR CHRISTIAN STOFFAËS

Le monétarisme est victime d'avoir trop bien réussi, ayant maintenu des taux d'intérêt bas sur une très longue période et engendré un esprit de facilité, facteur de toutes les vagues spéculatives.

que derrière les « innovations financières », les produits dérivés d'assurance – les CDS – qui en réalité n'assuraient rien et permettaient aux spéculateurs de faire semblant de croire qu'ils étaient assurés. C'est-à-dire l'« aléa moral » – formulé en termes simples : « ma dette c'est votre problème », l'encouragement à spéculer sans couverture : donc l'insolvabilité des banquiers devenus spéculateurs, l'inéluctable krach, le sauvetage des déposants au bord de la spoliation et de la panique, le mistigri de la dette privée transférée sur la dette publique.

D'une certaine manière le monétarisme est victime

d'avoir trop bien réussi, ayant maintenu des taux d'intérêt bas sur très longue période et engendré un esprit de facilité, en facteur commun de toutes les vagues spéculatives. La stabilité monétaire retrouvée a créé un climat favorable à l'endettement, faisant oublier qu'il faudrait rembourser : l'endettement des ménages et des banques a explosé au cours des années 2000 jusqu'à ce que le krach de 2008 engendre le désendettement accéléré et provoque la nécessité pour l'Etat de se substituer en laissant déraiper la dette publique. Du côté de l'Europe c'est l'euphorie de l'euro facile, sans prix à payer qui a engendré la facilité, les flux de capitaux à bon marché vers les périphéries impécunieuses, la spéculation immobilière, le sentiment que la rigueur est d'un autre temps. Le monétarisme n'a pas réussi à lutter contre l'addiction aux dépenses publiques, qui se sont révélées extraordinairement difficiles à réduire. « Benign neglect » : sous l'empire keynésien, tout comme sous l'empire monétariste, on ne comptait guère l'argent public. Demain, il faudra compter soigneusement chaque euro d'argent public.

On a confié aux banques centrales le mandat d'assurer la stabilité monétaire : on avait oublié que la stabilité financière fait aussi partie de leur mission historique : c'est la question du jour – prêteur en dernier ressort ; planche à billets ; dettes souveraines ; sauvetage de la Grèce (en attendant le Portugal, l'Espagne ?). On est sorti des dettes de guerre par la déflation pour la I^{re}, par l'inflation pour la II^e. Quoi inventer cette fois ?

Christian Stoffaës est professeur à l'université de Paris-II Panthéon-Assas

LIVRES

Le juste et l'injuste

La justice sociale n'est pas seulement affaire de loi ou de morale. La science, l'apparence physique ou le comportement en sont aussi les déterminants.

Qu'est-ce qui est juste ? Théories et débats s'accumulent depuis des siècles. Quelques ouvertures contemporaines à partir de trois ouvrages en anglais.

Le juste dans tous ses débats

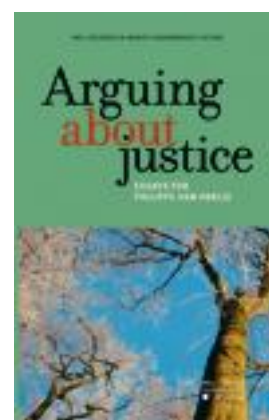
Une cinquantaine d'auteurs de premier plan pour une quarantaine d'essais. Les amis de Philippe van Parijs – un des penseurs les plus originaux de l'époque – lui font un beau cadeau avec ce volume. Un zest de testostérone et d'ocytocines pour apprécier le bien et le mal. Des observations sur le déclin de la natalité comme vecteur d'amélioration du bien-être de tous. Une interrogation sur la possible auto-détermination de certaines villes. La vision d'un monde qui aurait pu être meilleur si Marx et Freud n'étaient pas nés. Des explications serrées sur l'idée de « liberté réelle » en lien avec le projet d'allocation universelle, complétées par un retour sur le cas du RSA. Une réflexion sur la diversité et la justice linguistiques (que van Parijs défend). L'esquisse d'un nouveau mécanisme de financement du journalisme, dans un monde où la presse non anglophone serait condamnée, par des bons tirés sur la fréquentation des sites Internet. Cet hommage pluriel à van Parijs est une discussion souvent surprenante du capitalisme et de la justice sociale. S'il n'y a pas forcément pour tous les goûts, il y a de la matière pour tous. Un feu d'artifice d'idées.

L'injustice des apparences

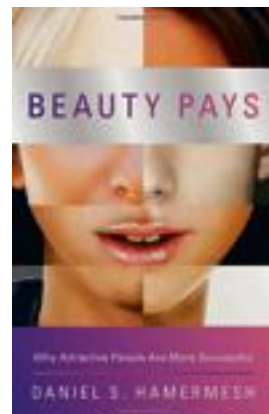
Suis pas beau, c'est pas juste. Cette formule, à la Calimero ou à la Titeuf, est importante. Daniel S. Hamermesh, professeur à Austin, a pour sujet l'économie de la beauté. Le marché, en la matière, est considérable. Sur tout, la gratitude inégale de la nature a un impact important sur les performances individuelles. Il y a de la discrimination raciale et sexuelle ; il existe des avantages et des désavantages en raison de l'apparence physique. On peut distinguer des gradients universels qui font de la beauté une ressource rare. Hamermesh évalue la beauté sur une échelle qui va de 1 à 5 (il se place lui-même à 3). Le chercheur observe que la beauté, toutes choses égales par ailleurs, a une incidence positive sur le choix du conjoint, sur le type de métier exercé, sur les revenus, mais aussi sur l'obtention de prêts. Les Américains les plus avantageux gagnent 17 % de plus que leurs collègues les moins favorisés (plastiquement). Pour les femmes, le gain relatif est de 14 %. Sur le temps d'une carrière, les employés les moins gâtés gagneraient 140.000 dollars de moins que ceux situés, esthétiquement, dans la moyenne. Pour Hamermesh, qui mêle rigueur et humour, il



ARGUING ABOUT JUSTICE. ESSAYS FOR PHILIPPE VAN PARIJS
par Axel Gosseries, Yannick Vanderborght (dir.), Presses Universitaires de Louvain, 2011, 422 pages, 29,90 euros



BEAUTY PAYS. WHY ATTRACTIVE PEOPLE ARE MORE SUCCESSFUL
par Daniel S. Hamermesh, Princeton University Press, 2011, 216 pages, 20,30 euros



RELATIVE JUSTICE. CULTURAL DIVERSITY, FREE WILL, AND MORAL RESPONSIBILITY
par Tamler Sommers, Princeton University Press, 2012, 230 pages, 39,5 dollars.

n'y a pas de déterminisme. Si, au moment du recrutement, le physique compte, par la suite ce sont certainement davantage les compétences. Ouf ! Il n'en plaide pas moins en faveur de compensations pour les plus laids, comme pour un handicap...

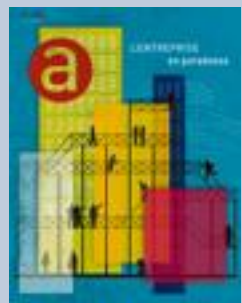
La justice relative

Professeur de philosophie à Houston, Tamler Sommers s'intéresse à la responsabilité morale et à la diversité humaine. Qu'est-ce qui peut justifier notre comportement ? Existe-t-il un ensemble de normes universelles fondant la justice ? Revenant sur ces questions extrêmement classiques, Sommers estime qu'il faut prendre acte de l'absence de critères absolus et ne plus

faire d'hypothèse sur l'universalité de la nature et de la rationalité humaines. Les travaux philosophiques tout comme nos convictions personnelles doivent s'établir dans un contexte de reconnaissance d'irréductibles différences de nos capacités cognitives individuelles et de nos environnements collectifs. Une conclusion forte : aucune théorie éthique n'est objectivement correcte. L'auteur baptise sa position le « métascepticisme ». Ça en jette certainement, mais ce n'est probablement qu'une pierre de plus pour le relativisme (tout se vaudrait). Des options opposées sont tout à fait défendables. Le débat sur la justice est infini. **JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)**

LA REVUE DU JOUR

Les paradoxes de l'entreprise



Le thème. Comme toute la société, l'entreprise est traversée de paradoxes qui l'écartèlent, mais la fécondent aussi. Faut-il privilégier la croissance ou le développement durable ? Le court terme ou le long terme ? L'ouvert ou le fermé ? L'individuel ou le collectif ? Ce nouveau livre-magazine (ou « mook ») de l'éditeur Autrement est destiné à tous ceux qui veulent plonger au cœur du mouvement actuel du monde économique pour comprendre ce qui se passe. Comprendre pourquoi la Bourse aime les investisseurs de long terme, comment fonctionne l'innovation ouverte ou les communautés de pratiques et, enfin, ce qu'il convient de faire pour réconcilier, dans l'entreprise, l'individuel et le collectif.

Papiers académiques et exemples concrets (McDonald's, Poclain, DCNS, La Poste...) alternent pour éclairer ces différentes thématiques. La conclusion philosophique de cette confrontation des contraires emprunte à Héraclite et à Lao-Tseu : l'entreprise ne peut répondre à l'ensemble de ces défis qu'en les intégrant tous pour trouver son chemin dans l'harmonie des contraires et des mouvements.

La citation. « L'entreprise doit créer de la valeur pour les autres groupes sociaux et se trouve donc au cœur du projet collectif. Et, en même temps, sa réussite repose sur l'expression des individualités », affirme Xavier Huillard, le PDG de Vinci, dans un dialogue avec le syndicaliste Jean-Claude Maillay (FO). Il prône une organisation proche de celle de ses chantiers, en petites équipes de 40 à 50 personnes pour maîtriser cette tension.

Les auteurs. Ce livre a été réalisé en collaboration avec l'Institut de l'entreprise et Accenture. Avec le concours de chercheurs de l'École des mines, de sociologues, de juristes et d'hommes d'entreprises.

« L'Entreprise en paradoxes », éditions Autrement, 143 pages, 20 euros.

La révolution selon Rifkin

Le dernier opus du visionnaire américain dont la traduction française est publiée aujourd'hui, annonce l'âge d'or des énergies renouvelables.

Cinq livres en dix ans, Jeremy Rifkin, soixante-sept ans, est un auteur prolifique. L'économiste et conseiller politique américain a posé avec chacun pierre après pierre sa pensée. « La Troisième Révolution industrielle », dont la version française sort aujourd'hui, est un concentré des œuvres précédentes, l'aboutissement d'une réflexion profonde sur la société des hommes, sur la nécessité de la réinventer. On y retrouve la théorie développée dans l'ouvrage « La Fin du travail », en 1995. Il estime alors que le chômage mondial augmentera nécessairement dans l'industrie, l'agriculture et les services en raison du développement des nouvelles technologies. En 2004, dans « Le Rêve européen », il présente le Vieux Continent comme un modèle pour le nouveau monde, car les populations trouvent la sécurité dans le lien social, le développement durable et le respect des droits de l'homme, alors que l'Américain est trop focalisé sur l'accumulation de richesse. Paru en 2010, « Une nouvelle conscience pour un monde en crise », signifie la fin des



LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE
par Jeremy Rifkin
« Les liens qui libèrent », 2012, 380 pages, 24 euros.

modes actuels de communication et de distribution d'énergie. Il souligne les catastrophes engendrées par les énergies fossiles, tels le changement climatique, les pandémies et la prolifération nucléaire. Il pose les bases du capitalisme « distribué ».

Dans « La Troisième Révolution industrielle », qui vient donc de paraître, il en définit les piliers, au nombre de cinq : le passage aux énergies renouvelables, la transformation des habitations en centres énergétiques, le déploiement des technologies pour stocker l'énergie, la création d'un réseau de distribution sur le modèle de l'Internet, le développement

des véhicules électriques. Pour Jeremy Rifkin, l'âge du carbone et des énergies centralisées touchent à sa fin. Il faut réinventer la société.

« Une biosphère commune »

Le pic de la production de pétrole a été atteint, il y a plus de trois ans. S'obstiner à maintenir ce niveau coûtera des sommes faramineuses : plus de 8.000 milliards de dollars ! Autant les utiliser pour favoriser les énergies renouvelables. L'économiste ne s'arrête pas à la théorie. Avec sa Fondation sur les tendances économiques (FOET), créée en 1977, et la table ronde des PDG mondiaux, qui réunit une centaine d'entre eux, il cherche à dessiner la ville de demain. Il raconte dans l'ouvrage ses interventions et conseils pour aider San Antonio (Etats-Unis), Rome (Italie), la région de l'Utrecht (Pays-Bas), Monaco, ses échanges avec la chancelière allemande, Angela Merkel... Il veut élever la conscience environnementale : « Nous sommes une même famille. Les membres partagent dans l'interdépendance une biosphère commune. » S. L. P.



PASCAL JOUXTEL, EUROGROUP INSTITUTE

« Face à l'inertie des structures, le manager arrive toujours au pouvoir par une sélection fondée sur les critères d'hier. »

À LIRE SUR lecercle.lesechos.fr